

<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-Une-annee-plus-tard-les-bruits-de-criquets>



Négociations du secteur public

- Une année plus tard, les bruits de criquets retentissent toujours au Conseil du trésor



(CSQ)

Date de mise en ligne : samedi 24 octobre 2020

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 24 oct. 2020 - Dans le cadre du premier anniversaire du dépôt de ses demandes dans le contexte des négociations du secteur public, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) déplore que les bruits de criquets soient essentiellement la seule réponse qui ait émané du Conseil du trésor. Devant la véritable crise des conditions de travail qui sévit et qui menace la qualité des services à la population et aux familles du Québec, la présidente de la CSQ, Sonia Ethier, invite sa vis-à-vis, la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, à s'ouvrir les yeux sur la réalité vécue sur le terrain par le personnel des écoles, des établissements de santé et des cégeps. Dans l'objectif d'appuyer son message, la CSQ annonce la diffusion d'une campagne radio demandant au gouvernement ce qu'il attend pour améliorer les services publics.

Des bruits de criquets au Conseil du trésor

Pour illustrer l'absence d'écoute de la part du gouvernement aux tables de négociations qui perdure depuis un an, la CSQ a procédé à une action éclair pour faire retentir le bruit de criquets devant les bureaux de la présidente du Conseil du trésor, à Québec, Sonia LeBel.

Au travers de ces bruits de criquets gouvernementaux, la présidente de la Centrale, Sonia Ethier, rappelle que les promesses, maintes fois répétées, du premier ministre François Legault pour améliorer la situation en éducation et en santé sont, jusqu'à preuve du contraire, brisées. Une année après le dépôt des demandes de la CSQ, le personnel attend toujours l'ombre du début d'une ouverture du gouvernement pour rehausser concrètement les conditions de travail dans les écoles, les établissements de santé et les cégeps. La présidente réitère que les initiatives de recrutement lancées à gauche et à droite dans le contexte de pandémie ne suffisent pas à solutionner la véritable crise des conditions de travail qui persiste. « Une année après le dépôt de nos demandes pour améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs en éducation, en santé et en enseignement supérieur, il n'y a pas de quoi célébrer. Nous avons toujours la désagréable impression de dialoguer avec un mur. Devant le problème structurel des mauvaises conditions de travail, le saupoudrage de mesures de recrutement pour pallier la pénurie nourrit la crise dans les services publics. C'est toujours le syndrome de la chaudière percée et ça continue de couler de partout ! », clame Sonia Ethier.

Des demandes pour améliorer le terrain

Les négociations du secteur public donnant les allures d'une véritable stagnation depuis une année, la CSQ réitère que ses demandes nécessitent des investissements afin de répondre aux besoins criants en éducation, en santé et en enseignement supérieur. Le contexte de la pandémie ayant mis en lumière les graves conséquences du sous-investissement dans le personnel, l'amélioration des conditions et de l'organisation du travail sont incontournables pour un éventuel règlement. « Nos membres sont animés par la conviction profonde qu'il faut que ça change maintenant dans leurs milieux de travail. En ce sens, il est inacceptable de penser qu'on peut laisser de côté l'amélioration des conditions de travail. Le gouvernement devra dégager un espace financier, à défaut d'entretenir la désertion professionnelle et le décrochage dans les écoles, les établissements de santé et les cégeps. Nous envisagerons tous les moyens à notre disposition pour exercer notre droit à la négociation comme organisation syndicale, incluant des moyens d'action conséquents devant le blocage actuel », conclut la présidente de la CSQ.